



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

Nancy, le 21 octobre 2013

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8, bis, rue Pierre Fourier - BP 12247
54022 - NANCY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société VICAT à XEUILLEY
Actualisation de l'étude de dangers de l'établissement

--	--	--

« Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête. »

Présent
pour
l'avenir

www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr



I – Objet du rapport

I.1 Etablissement concerné

La société VICAT exploite sur le territoire de la commune de XEUILLEY une cimenterie qui incinère des déchets dangereux et non dangereux. Le fonctionnement de cet établissement industriel est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral 2006-206 du 21 avril 2006 modifié.

Depuis la publication du décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) les rubriques relatives aux déchets, la société VICAT a fait part à l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine de sa volonté de ne pas voir sa cimenterie de XEUILLEY relever de la directive « SEVESO 2 » au titre de ses installations de traitement de déchets dangereux.

Ainsi, cet exploitant s'est engagé à produire avant la fin de l'année 2013 les éléments démontrant que les activités de traitement thermique de déchets non dangereux pratiquées au sein de cette cimenterie ne relèvent pas de la directive « SEVESO 2 » du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées.

Il est à noter que les installations exploitées par la société VICAT à XEUILLEY resteront, quoi qu'il en soit, soumises à autorisation.

I.2 Mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement

1.2.1. Position régionale

Il est important de déterminer le classement « SEVESO » ou non d'un établissement, puisque de celui-ci va dépendre les prescriptions réglementaires applicables. En particulier, les établissements « SEVESO » sont concernés par les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

A ce titre, et comme cela a été indiqué fin février 2012 lors d'une réunion régionale d'information sur ce sujet tenue à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Moselle, organisée par la DREAL Lorraine à l'attention des industriels lorrains susceptibles d'être concernés, les exploitants d'établissements « SEVESO » doivent en premier lieu disposer d'une étude de dangers réalisée suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé :

- de manière obligatoire pour les établissements qui sont AS (« SEVESO seuil haut »), et qui le sont en fait depuis la publication le 14 avril 2010 du décret n°2010-369 modifiant la nomenclature des installations classées : ces établissements étant donc passibles d'un arrêté préfectoral de mise en demeure s'ils n'ont pas remis une telle étude au Préfet de département dans les délais réglementaires ;
- seulement si une telle étude leur est prescrite par arrêté préfectoral complémentaire pour les établissements « SEVESO seuil bas », puisque l'arrêté ministériel susvisé ne l'impose pas d'emblée. Cependant, il semble assez paradoxal de classer un établissement sous le régime « SEVESO seuil bas », sans exiger de lui qu'il dispose a minima d'une étude de dangers réalisée selon la nouvelle approche probabiliste imposée depuis la parution de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 dit « PCIG » (puisque ce dernier exige une évaluation et une prise en compte de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité) à toutes les installations classées soumises à autorisation (donc y compris aux établissements non assujettis à la directive « SEVESO 2 »), qui fasse clairement apparaître si les activités exercées génèrent ou non des risques extérieurs à l'emprise de l'établissement.

La prise systématique d'un arrêté préfectoral complémentaire pour imposer la remise d'une étude de dangers de la part de ces établissements nouvellement classés « SEVESO seuil bas » semble donc indispensable. Cette position avait d'ailleurs été expliquée aux industriels dès la réunion d'information de février 2012 évoquée ci-dessus.

Toutefois, sur le fond, le classement d'un établissement sous les rubriques de la nomenclature des installations classées repose sur un potentiel de dangers qui n'empêche pas certains établissements soumis à simple autorisation d'être susceptibles de générer des risques parfois plus importants que certains établissements « SEVESO », compte-tenu de l'environnement existant autour de leurs installations.

Par ailleurs, vu la « sensibilité » des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux, il semble indispensable que chacune d'entre elles, si elle est au moins soumise à autorisation, dispose d'une étude de dangers réalisée conformément aux lignes directrices définies dans l'arrêté ministériel dit « PCIG » (Probabilité, Cinétique, Gravité, Intensité) du 29 septembre 2005, pour répondre clairement aux questions de leurs riverains, lors ou hors réunions des commissions de suivi de sites (CSS).

Il est donc proposé que, quel que soit le classement définitif de l'établissement, tout centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux soumis actuellement à autorisation qui ne disposerait pas d'une étude de dangers récente établie selon les critères en vigueur, soit systématiquement dans l'obligation d'en produire une dans les délais qui lui seront imposés par arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Cette proposition se justifie, entre autres, par le fait qu'il n'y a pas de différence substantielle dans la démarche d'élaboration des études de dangers, en particulier pour ce qui concerne l'analyse des risques, suivant le régime administratif de classement de l'ICPE, du moment qu'elle relève a minima de l'autorisation.

On rappellera par ailleurs, que conformément à l'article R. 512-9 du code de l'environnement, le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 de ce même code.

Ainsi, les exploitants d'installations de gestion de déchets dangereux qui manipulent des produits présentant un potentiel de risque faible au sens des risques technologiques pourraient arrêter leur analyse dès démonstration de l'absence de potentiels de risques extérieurs à leur site, sans engager une analyse des risques détaillée. Dans ce cas particulier, la réalisation de l'étude de dangers constituera un exercice largement moins considérable que dans le cas où des potentiels de dangers sortent des limites de propriété de l'établissement.

Au-delà de discussions concernant la caractérisation des déchets qui dépassent le cadre des risques au sens de l'arrêté ministériel dit « PCIG » du 29 septembre 2005, applicable à toutes les installations classées soumises à autorisation, il apparaît donc prioritaire de se focaliser sur la nécessité de disposer d'une étude de dangers réalisée suivant les critères réglementaires actuellement en vigueur.

1.2.2. Cas de l'établissement VICAT à XEUILLEY

L'établissement VICAT à XEUILLEY a été autorisé initialement par arrêté préfectoral du 13 octobre 1992.

Depuis cette époque, l'établissement n'a pas fait l'objet d'une étude de dangers complète. Sa mise à jour, sur la base en particulier de l'arrêté ministériel dit « PCIG » du 29 septembre 2005, se justifie donc pleinement.

L'inspection des installations classées est en conséquence d'avis d'imposer à la société VICAT la réalisation d'une étude des dangers de son établissement industriel de XEUILLEY, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

II – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

Vu la « sensibilité » globale en termes de risques environnementaux et technologiques des installations de traitement de déchets dangereux, l'inspection des installations classées propose de demander aux exploitants de telles installations, dès lors qu'elles sont soumises à autorisation et ne possèdent pas d'étude de dangers conforme aux règles édictées dans l'arrêté ministériel « PCIG » du 29 septembre 2005, d'en fournir une dans les délais qui seront fixés par arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce qui est en particulier le cas pour l'établissement VICAT à XEUILLEY.

Pour ce faire, un projet d'arrêté préfectoral est joint en **annexe** du présent rapport et devra recevoir préalablement à sa notification par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

ANNEXE :

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
imposant à la société VICAT la réalisation
et la remise d'une nouvelle étude des dangers
de son établissement de à XEUILLEY**

Le Préfet du département de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 512-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral 2006-206 du 21 avril 2006 autorisant la société VICAT à exploiter des installations de traitement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de XEUILLEY ;

VU les observations de la société VICAT concernant le projet d'arrêté préfectoral visant à lui prescrire la réalisation d'une étude des dangers de son établissement industriel de XEUILLEY, émises par courriel du 3 octobre 2013 ;

VU le rapport et les propositions référencés PP/BrD/NW/803/2013 en date du 21 octobre 2013 de l'inspection des installations classées de la DREAL ;

VU l'avis en date du... CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

CONSIDERANT que la société VICAT exploite au sein de sa cimenterie de XEUILLEY des installations de stockage et de traitement de déchets dangereux ;

CONSIDERANT que la dernière étude de dangers complète des installations industrielles exploitées par la société VICAT à XEUILLEY, qui date de plus de vingt ans, ne répond pas aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas de différence substantielle dans la démarche d'élaboration des études de dangers, en particulier pour ce qui concerne l'analyse des risques, suivant le régime administratif de classement de l'installation classée, du moment qu'elle relève a minima de l'autorisation ;

CONSIDERANT la nécessité de disposer d'une étude de dangers actualisée répondant à l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} : Champ d'application du présent arrêté

La société VICAT, dont le siège social est situé Tour Manhattan - 6 place de l'Iris - 92095 PARIS LA DEFENSE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de déchets au sein de sa cimenterie de XEUILLEY.

Article 2 : Remise d'une étude de dangers

L'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté établira et remettra au Préfet pour l'ensemble des installations qu'elle exploite dans son établissement industriel de XEUILLEY, une étude de dangers conforme aux dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'étude devra être fournie **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 3 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Articles d'exécution et d'information